https://www.asafrance.fr/

Posté le mardi 20 octobre 2020

La décapitation de cet enseignant par un fou islamiste tchétchène importé en France par le laxisme ambiant est une indicible horreur. L'arrivée de sa famille dans les fourgons de notre justice, coupable jamais jugée et jamais punie, vient ajouter l'ineptie à cet acte barbare.

« Ils s'en sont allés moissonner la haine aux champs douloureux où fauchait la mort »

Devant le monument aux morts du petit village de montagne où nous habitions en cette fin des années 40, les enfants des écoles, sagement alignés, chantaient ce couplet chaque 11 novembre. Nos maîtres nous l'avaient enseigné dès la sortie de la maternelle. Devant nous, le visage grave, figés dans une attitude respectueuse et digne, tous les habitants du village se recueillaient. Énumération des « Morts pour la France ». Gerbe. Silence. C'était fini. Nous venions, par ce chant, d'honorer la mémoire de ceux qui étaient partis pour ne plus revenir.

Il nous faut revenir au temps de la patrie renaissante. Nous sommes celle de Bayard « Sans peur et sans reproche », de Turenne « Tu trembles, carcasse », du chevalier de Boüyas « Bois ton sang Beaumanoir », de Louis de Lasalle « Un hussard de trente ans est un jean-foutre », de de Lattre « Ne pas subir », de Bigeard « Être et durer » et de combien d'autres, qui ont gravi sans faillir le chemin de l'honneur, et se sont battus pour les causes justes qu'ils avaient fait leurs.

La décapitation de cet enseignant par un fou islamiste tchétchène importé en France par le laxisme ambiant est une indicible horreur. L'arrivée de sa famille dans les fourgons de notre justice, coupable jamais jugée et jamais punie, vient ajouter l'ineptie à cet acte barbare. Le défi qui se présente à la Nation est une cause juste. Soit nous sommes dignes des hautes figures légendaires de notre Histoire, et, tous ensemble, nous devons, à notre tour, car l'heure a sonné, « moissonner la haine », soit nous devons nous taire, et disparaître dans le silence des peuples asservis.

Notre président de la République, converti de fraîche date à la lutte contre l'islamisme, a fait, sur les lieux de ce drame innommable, des déclarations martiales. Le Premier ministre en a rajouté, les femmes et les hommes politiques de tout bord ont embrayé à leur tour sur l'air de l'odieux, de l'intolérable et de la République en danger. « Ils ne passeront pas ! » s'est exclamé un président ne sachant plus trop quoi dire pour ne pas heurter les oreilles délicates. Nous voilà à Verdun. Et les moyens évoqués pour ressusciter la « Voie sacrée » afin « qu'ils ne passent pas », énumérés à loisir par tout ce qui respire dans l'arène politicienne, sont restés conventionnels, enkystés dans le domaine du régalien, c'est-à-dire essentiellement l'État de droit, la Police, la Gendarmerie, le déversement de subventions à fonds perdus, avec dans le lointain les armées à bout de force. Discours creux qui ne trompe personne, aveu d'impuissance publique et d'imagination tarie, expression tremblotante d'une frayeur institutionnelle face à plus redoutable que soi. Si nous en restons là, c'est perdu d'avance.

Car depuis des années, ce dispositif a montré ses limites ! La preuve en est donnée par la suite quasi ininterrompue d'attentats islamiques depuis que l'Occident - et en particulier la

France -a jeté dans les abîmes insondables de l'indifférence et de la vénalité les valeurs qui le tenaient debout et les croyances qui irriguaient son âme. On pourra continuer à jeter l'anathème sur les assassins ivres de haine, tuant au nom d'un dieu, d'un prophète et de son livre ceux qui refusent de vivre sous les lois de l'islam. On pourra lever d'innombrables foules pour défiler en silence, toutes larmes dehors, déposer gerbes de fleurs, bougies et peluches sur les lieux de ces crimes, honorer les victimes, donner leurs noms à des places, des rues ou des édifices publics, cela ne changera rien. Ceux qui veulent nous dominer s'en moquent. Ils n'attendent que cela, parce que cette émotion collective est la résultante de leur réussite. Sur l'immense terreau des banlieues en déshérence, ils continueront à faire fructifier leur idéologie funeste en soudoyant les élus, noyautant les associations, recrutant des hommes de main et des coupe-jarrets dans les quartiers livrés aux bandes et aux trafics. Le regard bienveillant jeté par les médias sur la misère des rues, les propos surréalistes tenus par des magistrats vantant fielleusement la résilience des Français et l'appui de politiciens inutiles et idiots suffit à favoriser l'imprégnation des esprits et faire avancer à grands pas leurs conquêtes territoriales où ils règnent par l'intolérance et l'oppression.

Le courage et l'engagement sans faille des acteurs concernés jusqu'ici par la lutte contre l'islamisme ne suffisent plus. À défaut de pouvoir révoquer sur l'heure les politiciens sans aveu qui nous gouvernent, ne faudrait-il pas changer de stratégie ?

Pour juguler les méfaits dévastateurs du virus qui nous a plongés dans une crise sanitaire profonde dont personne ne connaît l'issue, le président de la République a fait appel au bon sens et à l'esprit de solidarité des Français : « Il faut faire nation ! » Qu'attend-il, après l'horreur de ce vendredi, pour dire solennellement au peuple français tout entier, imitant le général de Gaulle concluant une de ses pathétiques adresses à la Nation en 1961 : « Françaises, Français, aidez-moi ! » Voilà qui est exemplaire et fut grand ! Le salut viendra du peuple. C'est à lui, force tranquille, incarnation de la patrie, d'imposer à tous, et pour commencer à tous les élus à tous les niveaux, sa volonté d'en finir avec les êtres immondes qui l'agressent et parfois le terrorisent.

Il faut donner au peuple de France, par toutes voies pouvant y concourir, les moyens de reprendre en main son destin. Depuis le 15 octobre, il est prêt à « moissonner la haine là où fauche la mort ». Jean-Jacques NOIROT
Colonel (er)
Membre de l'ASAF

Diffusé sur le site de l'ASAF :www.asafrance.fr